

7	Préface. Les oppositions françaises à la guerre, par Tramor Quemeneur
31	« Silence pour la paix. Ce que signifie la présence des rappelés à l'église Saint-Séverin »
34	« À bas la guerre d'Afrique du Nord ! »
38	« Contre l'utilisation du contingent dans la guerre d'Afrique du Nord »
43	Lettre d'Henri Maillot à la presse
46	Communiqué des Combattants de la Libération
49	« La liberté et la paix »
52	Proclamation de la Volonté du peuple
56	Lettre d'Alban Liechti au président de la République
60	Lettre de Noël Favrelière à ses parents
62	<i>Vérités pour...</i>
68	Le refus de Jean Le Meur
72	Manifeste de Jeune Résistance
91	« Soldat »
95	Manifeste des 121 pour le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie
102	Manifeste du Mouvement anticolonialiste français
119	Appel public de l'ACNV
124	« Des jeunes s'offrent pour un service civil »
127	« La prison, cette délivrance ! »
130	« Des insoumis et déserteurs anticolonialistes en appellent à l'opinion publique »
137	Ils se sont opposés à la guerre d'Algérie
151	Postface. Ils étaient chrétiens, bolcheviks, tiers-mondistes, dreyfusards..., par Nils Andersson
167	L'actualité du combat des résistants à la guerre coloniale
173	Chronologie
175	Bibliographie indicative
181	Filmographie indicative
183	Associations anticolonialistes

LES OPPOSITIONS FRANÇAISES À LA GUERRE

Par Tramor Quemeneur

Lorsque la guerre d'Algérie a débuté, la société française était déjà marquée par la longue guerre d'Indochine. Celle-ci ayant suscité une forte opposition communiste (on songe notamment à l'action d'Henri Martin ou de Raymonde Dien), tout pouvait laisser penser qu'il en serait de même pour l'Algérie. Ça n'a pas été le cas. À l'issue du conflit, dressant un bilan de l'opposition à cette guerre, deux militantes des réseaux d'aide au FLN (Front de libération nationale), Janine Cahen et Micheline Pouteau, ont considéré que la « résistance » française à la guerre d'Algérie avait été « incomplète¹ ».

Non dénué de fondement, ce constat s'appuyait toutefois sur une comparaison avec la résistance à l'occupation allemande pendant la Seconde Guerre mondiale. Or, le « mythe résistancialiste », puissant à cette époque, survalorisait la Résistance et son importance. De

1. Janine Cahen et Micheline Pouteau, *Una resistenza incompiuta. La guerra d'Algeria e gli anticolonialisti francesi 1954-1962*, Il Saggiatore, Milan (Italie), 1964.

ce fait, l'opposition à la guerre d'Algérie pouvait apparaître comme très faible aux yeux de ses contemporains et même de ses militants, alors qu'elle s'est avérée plus importante qu'on ne l'a cru, d'autant que les conditions historiques étaient bien différentes : la France n'était pas occupée et le régime était démocratique.

Quelles sont alors les différentes phases de l'opposition française à la guerre d'Algérie ? Quelle est la variété des engagements ? Que porte-t-elle en germe pour la période postérieure ?

La faillite d'une opposition politique traditionnelle

Si le déclenchement de l'insurrection algérienne passe presque inaperçu pour une très grande majorité des Français, il n'en est pas de même pour une minorité d'anticolonialistes qui soutiennent depuis longtemps le combat de Messali Hadj en faveur de l'indépendance algérienne. Le pouvoir français lui-même, persuadé que le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, que dirige Messali Hadj) est à l'origine des attentats du 1^{er} novembre 1954, dissout celui-ci le 5 novembre. Cette mesure entraîne les vives protestations de la FCL (Fédération communiste libertaire) dans son journal *Le Libertaire*, saisi dès le 11 novembre pour son soutien à « l'Algérie libre », et du PCI (Parti communiste internationaliste), qui titre dans *La Vérité* du 12 novembre : « Pas de nouvelle sale guerre ! » Les deux organisations

créent alors un Comité de lutte contre la répression colonialiste, qui doit tenir un meeting le 21 décembre 1954 à la salle Wagram, à Paris. Celui-ci est finalement interdit, et Messali Hadj assure les organisateurs de sa solidarité depuis sa résidence surveillée aux Sables-d'Olonne.

Au début de l'année 1955, le journaliste Claude Bourdet publie un article retentissant dans *France Observateur*, intitulé « Votre Gestapo d'Algérie ». Il s'agit en quelque sorte de la réponse à un article similaire publié au moment du procès des militants de l'Organisation spéciale du MTLD en décembre 1951 dans *L'Observateur*, et qui demandait : « Y a-t-il une Gestapo en Algérie ? » L'écrivain catholique François Mauriac, président du Comité France-Maghreb depuis 1953, proteste également contre les tortures en Algérie en janvier 1955, dans un article intitulé « La question ». Dès le début du conflit sont donc posées les bases de l'opposition à la guerre, tant sur ses formes (la torture et la répression) que sur le fond (l'objectif de l'indépendance).

L'opposition prend une nouvelle ampleur en août 1955, avec le maintien sous les drapeaux des appelés du contingent de la classe 1954/1 et le rappel des disponibles (les « rappelés ») de la classe 1953/2, qui ont déjà terminé leur service militaire. Les premiers tracts contre les rappels circulent dès la fin du mois d'août, et une première manifestation se déroule gare de l'Est, à

Paris, le 2 septembre. Mais c'est surtout la manifestation de la gare de Lyon, le 11 septembre, qui fait éclater aux yeux de l'opinion publique le rejet des mesures gouvernementales. Dès lors, les incidents se multiplient dans les casernes lors des déplacements des rappelés et surtout des départs.

Parmi les autres moments emblématiques, il faut citer une messe à l'église Saint-Séverin, à Paris, le 29 septembre, à l'issue de laquelle un important tract est distribué² ; la révolte de la caserne Richepanse, à Rouen, du 6 au 10 octobre ; ou encore une manifestation de soldats sur les Champs-Élysées, le 23 novembre. Les soldats s'opposent surtout aux mesures les concernant, mais des slogans anticolonialistes et une propagande favorable à l'indépendance algérienne apparaissent³. Les nombreux incidents qui émaillent l'automne 1955 fragilisent le gouvernement, qui finit par chuter, ce qui conduit à la victoire, aux élections législatives du 2 janvier 1956, du Front républicain, composé de radicaux et des socialistes de la SFIO. Celui-ci est alors opposé à la guerre, qualifiée d'« imbécile et sans issue » par le leader socialiste Guy Mollet.

2. Voir ce tract p. 31.

3. Voir le tract « À bas la guerre d'Afrique du Nord ! » (p. 34) ainsi que la proclamation du Comité des organisations de jeunesse de la région parisienne « contre l'utilisation du contingent dans la guerre d'Afrique du Nord » (p. 38).

Progressivement, les opposants à la guerre apprennent que les responsables de l'insurrection sont non les partisans de Messali Hadj, mais le FLN. Le journaliste chrétien Robert Barrat fait à cet égard figure de précurseur lorsqu'il publie dans *France Observateur* un reportage titré « Un journaliste français chez les "hors-la-loi" algériens ». Sa rencontre avec Abane Ramdane et Amar Ouamrane dans les maquis de Kabylie fait connaître les plus grandes figures du FLN et de l'ALN (Armée de libération nationale), et conduit à son arrestation à la fin du mois de septembre 1955. Si son incarcération est de courte durée, elle le renforce dans sa volonté de témoigner contre la guerre d'Algérie, ce à quoi il s'emploiera pendant toute la durée du conflit.

Peu après, l'ouvrage de Colette et Francis Jeanson, *L'Algérie hors la loi*, publié aux éditions du Seuil, prend fait et cause pour le FLN aux dépens du MNA (Mouvement national algérien), parti créé par Messali Hadj juste après l'interdiction du MTLD. Colette et Francis Jeanson connaissent l'Algérie depuis les années 1940. Le philosophe existentialiste, secrétaire des *Temps modernes*, a d'ailleurs publié un premier article, « Cette Algérie, conquise et pacifiée... », dans la revue *Esprit* en 1950. Il a fait la connaissance de nationalistes algériens, ce qui facilite l'élaboration du livre au cours de l'année 1955. Le groupe Coopération, auquel participent une dizaine de Français (dont Colette Jeanson et

l'ancien séminariste Jacques Berthelet) et une dizaine d'Algériens (dont Kateb Yacine), lui a également permis de glaner les informations nécessaires à l'ouvrage.

Au début de l'année 1956, les opposants à la guerre d'Algérie se scindent entre ceux qui demeurent fidèles à Messali Hadj (comme l'historien et militant libertaire Daniel Guérin, le sociologue Edgar Morin ou encore l'avocat Yves Dechezelles) et ceux qui basculent en faveur du FLN. Le schisme se cristallise au sein du Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Algérie, créé le 5 novembre 1955, auquel participent deux cent cinquante membres. Les comités d'opposition à la guerre se multiplient au cours de cette année, mais bien peu perdurent, du fait notamment des dissensions internes entre les partisans du FLN et ceux du MNA.

L'opposition à la guerre d'Algérie se fissure aussi du fait de l'accession du Front républicain au gouvernement, dirigé par le socialiste Guy Mollet, qui bascule en faveur de la répression à la suite de la manifestation des Européens d'Algérie le 6 février 1956⁴. De plus, les communistes, désirant passer une alliance avec les socialistes, voire participer au gouvernement, votent en faveur des « pouvoirs spéciaux » le 12 mars 1956 afin que le gouver-

4. Ce jour-là, à Alger, quelque vingt mille défenseurs de l'Algérie française ont notamment jeté des tomates sur le cortège accompagnant Guy Mollet en visite officielle.

nement dispose des prérogatives les plus larges pour « rétablir l'ordre ». Cette volonté d'alliance les conduit également à rester en retrait par rapport aux mouvements contestataires, en particulier les nouvelles manifestations de rappelés qui éclatent au printemps 1956.

En effet, des décrets de rappel et de maintien sous les drapeaux sont de nouveau promulgués le 12 avril 1956. Les manifestations s'avèrent encore plus nombreuses et violentes : les rappelés ont quitté la vie militaire depuis plus longtemps et ressentent comme une trahison le revirement de la politique de Guy Mollet. Certaines manifestations, en dépit de leur interdiction et de leur répression, rassemblent une dizaine de milliers de personnes ; de véritables révoltes éclatent, comme à Grenoble, le 18 mai ; au camp de La Fontaine-du-Berger, près de Clermont-Ferrand, le 28 mai ; ou encore à celui de Mourmelon, le 8 juillet. Un train de rappelés sur cinq est touché par des incidents. Mais l'absence de soutien au mouvement accentue le sentiment de fatalité des rappelés à leur départ en Algérie, même si leur révolte ne disparaît pas. Plus largement, la modification de la donne politique déstabilise l'opposition au conflit, qui doit trouver de nouvelles bases en dehors des partis traditionnels, divisés sur la position à adopter vis-à-vis de la guerre en Algérie⁵.

5. Voir p. 49 le tract « La liberté et la paix », sous forme de faire-part mortuaire.

Une opposition politique et morale marginale, voire clandestine

L'aggravation de la guerre et l'accentuation de la répression à l'encontre de ses opposants isolent ces derniers. Ainsi, la FCL, étranglée par les saisies et noyée sous les poursuites judiciaires, crée une structure clandestine – La Volonté du peuple – afin d'aider les Algériens et de pousser les jeunes Français à la désobéissance. Mais son action s'achève en 1957, après un attentat contre une permanence du mouvement poujadiste qui conduit à l'arrestation de plusieurs militants. Il en est de même pour le PCI, dont le journal *La Vérité* est saisi à plusieurs reprises, et dont des militants sont arrêtés en 1956. Des journalistes, des militants ayant participé aux manifestations de rappelés, des rappelés eux-mêmes sont arrêtés et emprisonnés.

L'esprit de rébellion animant certains soldats perdure sous les drapeaux. C'est en effet parmi les appelés et rappelés de cette période qu'émergent des figures de la désobéissance. Ainsi, Henri Maillot, un communiste algérien, déserte en avril 1956, emportant un camion chargé d'armes destiné aux maquis du PCA (Parti communiste algérien) et de l'ALN ; il sera tué au cours d'un combat avec l'armée française en juin 1956⁶. En juillet de cette même

6. Voir p. 46 le communiqué des Combattants de la Libération (CDL), la structure clandestine du PCA après son interdiction, et p. 43 la lettre d'Henri Maillot envoyée à la presse.

année, le jeune jardinier communiste Alban Liechti préfère être incarcéré plutôt que de participer à la guerre : condamné à deux reprises, il passe quatre années en prison avant d'accepter d'accomplir deux ans de service militaire sans que son arme soit chargée. Enfin, le rappelé parachutiste Noël Favrelière déserte en août 1956 afin de sauver un prisonnier algérien promis à une exécution sommaire ; il raconte sa course dans le désert, avec l'armée française à sa recherche, dans son témoignage *Le Désert à l'aube*⁷. Au cours de l'année 1957, le général Jacques Pâris de Bollardière dénonce la torture et est puni de soixante jours de forteresse. Le refus de la torture entraîne également la démission du secrétaire général de la police d'Alger, Paul Teitgen.

Les textes dénonçant la torture se multiplient. En février 1957, *Témoignage chrétien* édite la brochure « Le dossier Jean Muller », du nom d'un rappelé membre de la Route des Scouts de France, mort en embuscade en octobre 1956. En mars, le Comité de résistance spirituelle, créé à l'initiative du journaliste Robert Barrat à la fin de l'été 1956 pour diffuser des lettres d'appelés et de rappelés, publie *Des rappelés témoignent...* Cette brochure aura un grand retentissement, notamment grâce au récit du séminariste Stanislas

7. Noël Favrelière, *Le Désert à l'aube*, Éditions de Minuit, 1960. Voir la lettre à ses parents p. 60.

Hutin. D'autres rappelés livrent leur expérience, notamment l'historien Robert Bonnaud dans *Esprit* (« La paix des Nementchas », avril 1957) et Georges-Mathieu Mattéi dans *Les Temps modernes* (« Jours kabyles [notes d'un rappelé], juillet 1957 »).

À compter de 1956, les saisies se multiplient, au motif d'atteinte à la sûreté de l'État ou d'entreprise de démoralisation de l'armée, par exemple, même si les poursuites judiciaires n'aboutissent pas souvent au tribunal ni, *a fortiori*, à des condamnations. Ces saisies à répétition, en revanche, exacerbent la volonté de faire connaître les textes. Dès octobre 1957, Maurice Pagat et Robert Barrat créent le Centre d'information et de coordination pour la défense des libertés et de la paix, dit « centre du Landy » (il est situé rue du Landy à Clichy), dont le journal *Témoignages et documents* publie les ouvrages et articles saisis. À partir de mai 1960, des dissensions concernant la gestion du centre conduisent à la constitution du journal *Vérité-Liberté*, géré par Paul Thibaud, et dont le comité de rédaction comporte Robert Barrat, l'historien Pierre Vidal-Naquet ou encore Jean-Marie Domenach, de la revue *Esprit*.

Des maisons d'édition s'impliquent également fortement dans la lutte contre la guerre d'Algérie. C'est le cas des éditions de Minuit, de Jérôme Lindon, dont une dizaine de livres seront saisis (en particulier *La Question* d'Henri

Alleg), et des éditions Maspero, fondées en 1959 par François Maspero, par ailleurs libraire (douze livres interdits).

À l'étranger, les éditions La Cité, de Nils Andersson, à Lausanne, rééditent les textes interdits en France, comme *La Question* et *La Gangrène*⁸ ; la revue *Routes de la paix* (qui a pris plusieurs autres noms), installée en Belgique et diffusée en France, à laquelle participe le militant pacifiste belge Jean Van Lierde (proche de Patrice Lumumba), publie elle aussi des textes d'opposants clandestins à la guerre ou interdits en France (notamment le Manifeste des 121).

Enfin, il faudrait mentionner les films tournés dans la clandestinité ou interdits, comme *L'Algérie en flammes*, de René Vautier, *J'ai huit ans*, de Yann et Olga Le Masson, *Sakiet Sidi Youssef*, de Pierre Clément, *Secteur postal 89.098*, de Philippe Durand, ou encore *Octobre à Paris*, de Jacques Panijel.

Faute d'un mouvement politique structuré d'opposition à la guerre d'Algérie, et face aux poursuites encourues par les Algériens et les contestataires de la guerre, des réseaux clandestins se développent. Jean Urvoas, prêtre à Puteaux et responsable de l'Afrique du Nord au sein de la Mission de France, aide le FLN dès 1955. En avril 1956, trois autres prêtres de la Mission de France, Louis Augros, Jobic Kerlan

8. *La Gangrène*, de Bachir Boumaza, est paru aux éditions de Minuit en 1958, comme *La Question* d'Henri Alleg.

et Pierre Mamet, accusés d'aider le FLN et de dénoncer les répressions, sont expulsés de Souk Ahras. Pierre Mamet revient en France et aide le FLN avec Jean Urvoas. Dans la région lyonnaise, des militants libertaires, trotskistes ou chrétiens fondent un réseau dès 1955. À Marseille, Lucien Jubelin, éducateur proche de l'existentialisme et militant de l'UGS (Union de la gauche socialiste), structure un réseau d'aide au FLN à partir de 1956. Robert Bonnaud le remplace à cette tâche après son arrestation en 1960.

Le réseau clandestin le plus célèbre est créé par Francis Jeanson, qui aide des militants de la Fédération de France du FLN à partir de 1956 pour leurs déplacements, leur hébergement et leurs lieux de réunion. Il fait rapidement appel à des amis ou à des proches du monde de l'édition, dont le nombre croît rapidement. Une rencontre au domicile de Francis Jeanson le 2 octobre 1957, à laquelle participent aussi des prêtres-ouvriers de la Mission de France, est considérée comme la réunion constitutive du « réseau Jeanson ». Dès lors, ses activités se multiplient, notamment en ce qui concerne les transports de fonds collectés par les militants du FLN, plus rarement d'armes, mais aussi les infiltrations et les exfiltrations de militants du FLN dans les pays frontaliers (la Suisse, la Belgique, l'Allemagne, et dans une moindre mesure l'Espagne et l'Italie). Ce réseau se dote également d'un organe de presse clandestin,

Vérités pour..., dont le premier numéro sort en septembre 1958⁹.

Enfin, une dernière structure clandestine voit le jour en octobre 1958 : il s'agit de Jeune Résistance, regroupant des insoumis et déserteurs en exil en Suisse¹⁰. L'idée de ce réseau a été pensée par le communiste juif égyptien Henri Curiel, impliqué dans l'aide au FLN, qui pousse des jeunes déserteurs et insoumis à s'organiser sans pour autant appartenir à des réseaux de soutien. Jean-Louis Hurst, déserteur en septembre 1958, l'abbé Robert Davezies, mais encore Louis Orhant (déserteur en septembre 1956) et Gérard Meïer (déserteur en août 1958) contribuent à l'essor de Jeune Résistance au cours de l'année 1959.

Des jeunes préfèrent être emprisonnés plutôt que d'aller en Algérie. C'est le cas d'une quarantaine de « soldats du refus » communistes, qui empruntent la même voie qu'Alban Liechti, mais aussi de chrétiens, comme l'enseignant Jean Le Meur¹¹, le photographe André Gazut ou le journaliste Henri Cheyrouze. Ces opposants et ces réseaux, agissant à l'extérieur des partis politiques, bousculent ces derniers au début de l'année 1960 en leur imposant de se positionner par rapport à la question de la désobéissance.

9. Voir p. 62 l'éditorial du numéro zéro de *Vérités pour...*

10. Voir p. 72 un extrait du manifeste de l'organisation Jeune Résistance.

11. Voir p. 68 sa lettre au ministre de la Défense nationale.

Vers une recomposition politique ?

En février 1960, la DST (Direction de la surveillance du territoire) arrête plusieurs membres de la Fédération de France du FLN, des membres du réseau Jeanson et des militants de Jeune Résistance. Le scandale éclate dans la presse, et un débat s'engage sur la désobéissance civile et militaire dans la guerre d'Algérie. Un clivage apparaît entre une « gauche respectueuse » et une qui ne le serait pas¹². Les condamnations de la désobéissance sont cependant largement majoritaires, jusque dans *L'Express* ou *France Observateur*, pourtant opposés à la guerre d'Algérie. Francis Jeanson réplique lors d'une conférence de presse clandestine à Paris (qui conduira à l'arrestation du romancier Georges Arnaud¹³) et avec son livre pamphlet *Notre guerre*¹⁴. Il trouve du soutien dans la revue *Les Temps modernes* ainsi qu'auprès de nombreux jeunes, notamment des militants, qui se posent la question de leur participation à la guerre.

De ce fait, les partis et syndicats de gauche sont amenés à débattre de cette question au printemps 1960. Le Parti communiste dénonce

12. Marcel Péju, « Une gauche respectueuse », *Les Temps modernes*, avril-mai 1960.

13. Celui-ci avait relaté la conférence dans un article : « Les étranges confidences du professeur Jeanson », *Paris-Presse L'Intransigeant*, 20 avril 1960. Le compte rendu de son procès a été publié : Georges Arnaud, *Mon procès*, illustrations de Siné, éditions de Minuit, 1961.

14. Francis Jeanson, *Notre guerre*, Éditions de Minuit, 1960.

« l'aventurisme » de la désertion et condamne l'aide au FLN. Pourtant, des contacts entre Laurent Casanova, membre du bureau politique du PCF, et Francis Jeanson ont eu lieu en mai 1958, mais ils n'ont pas abouti. Le parti a déjà mené une action illégale, en particulier avec une propagande clandestine à destination des appelés du contingent ; ainsi, Alfred Gerson a créé le journal *La Voix du soldat* en Algérie même en 1955-1956, en lien avec la direction du PCF. En outre, une minorité se structure sur des motifs propres au communisme (la « déstalinisation ») et sur le type d'opposition à la guerre d'Algérie : c'est le cas avec l'Étincelle puis la Voie communiste à partir de 1958. Mais la direction tient toujours à l'écart cette minorité active, allant jusqu'à exclure les militants qui ne sont pas dans la ligne, comme dans « l'affaire Servin-Casanova¹⁵ » en 1961.

Les tendances peuvent en revanche s'exprimer publiquement au sein du PSU (Parti socialiste unifié). Or, celui-ci, en opposition avec la politique algérienne de la SFIO, met la guerre d'Algérie et l'insoumission à l'ordre du jour dès sa création, lors de son Comité politique national les 30 avril et 1^{er} mai 1960¹⁶. Déjà, des lignes

15. Marcel Servin et Laurent Casanova désirent dès 1959 intensifier la lutte du PCF contre la guerre d'Algérie, prônant notamment l'aide directe au FLN ou la participation à des manifestations unitaires. Sur fond de luttes d'influence, ils sont exclus en février 1961 par la direction du parti pour « révisionnisme ».

16. Voir p. 91 le tract du PSU intitulé « Soldat ».

de clivage apparaissent à l'intérieur du parti, qui se font de plus en plus importantes au cours du printemps 1960. Certains jeunes militants des ESU (Étudiants socialistes unifiés) sont ainsi favorables à la désobéissance.

Il en est de même au sein de l'Unef (Union nationale des étudiants de France), dont le vice-président, Gilbert Barbier (et porte-parole des ESU), passe dans la clandestinité en 1960. Le débat sur l'insoumission au cours de cette année fait même dire au président du syndicat, Pierre Gaudez, que la pression en faveur de l'action clandestine a « atteint un point critique » au sein de l'organisation étudiante. C'est d'ailleurs dans ce cadre que l'Unef renoue des relations avec son homologue algérienne, l'Ugema (Union générale des étudiants musulmans algériens), en juin 1960, au moment où débutent des négociations franco-algériennes.

Toute cette pression entraîne une amplification de l'opposition à la guerre d'Algérie. Ainsi, cinquante-trois organisations regroupées au sein du Gerojep (Groupe d'études et de rencontres des organisations de jeunesse et d'éducation populaire), créé à l'initiative de l'Unef en 1958, se réunissent le 2 juin 1960 et demandent que cesse le conflit. Trois jours plus tard, une réunion d'une centaine de personnes regroupant les différentes tendances de l'opposition se tient à Paris, à l'initiative d'un réseau d'étudiants proches de l'insoumission et de

l'aide au FLN, le « Groupe Nizan ». À la fin du mois, dans une déclaration commune, quatre syndicats – la CGT (Confédération générale du travail), la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens), la FEN (Fédération de l'Éducation nationale) et l'Unef – poussent également le gouvernement à aller dans le sens des négociations avec le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne).

Au cours de l'été, Henri Curiel, qui a repris les rênes du réseau de soutien au FLN, crée une structure qui touchera largement la population française : le MAF (Mouvement anticolonialiste français)¹⁷, doté de deux publications, *Vérités anticolonialistes* et *Jeunesse anticolonialiste*. Mais l'arrestation d'Henri Curiel et de ses proches, en octobre 1960, grève sérieusement les ambitions de ce mouvement. Enfin, de nouveaux réseaux clandestins d'opposants à la guerre se développent, tel le « Groupe François », composé de déserteurs et d'insoumis réfugiés au Maroc.

En septembre 1960, le procès du réseau Jeanson et surtout le Manifeste des 121 mettent de nouveau en valeur les partisans de l'action illégale contre la guerre. La Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie – véritable nom du Manifeste des 121 – est préparée par Dionys Mascolo, Jean Schuster et Maurice Blanchot au printemps 1960. Au cours

17. Voir le manifeste du MAF p. 102.

de l'été, 121 intellectuels signent la pétition, dont Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Simone Signoret, Marguerite Duras ou encore André Breton¹⁸. Ils sont rejoints par 125 autres après la diffusion du manifeste, le 5 septembre. Au fur et à mesure, les signataires sont inculpés, interdits de radio et de télévision, des fonctionnaires sont suspendus, et les scènes des théâtres subventionnés sont interdites aux artistes. Robert Barrat sera le seul signataire arrêté et emprisonné pendant une quinzaine de jours.

Ce droit à la désobéissance réclamé par les 121, proclamé par les inculpés du procès Jeanson (lourdement condamnés), suscite une nouvelle fois un violent débat, obligeant à des positionnements. Les intellectuels de droite favorables à l'Algérie française répliquent le 6 octobre par un « Manifeste des intellectuels français » comportant 185 signataires et accusant les 121 de trahison. Surtout, la Déclaration sur le droit à l'insoumission pousse à la diffusion de « l'Appel à l'opinion pour une paix négociée en Algérie », à partir du 5 octobre, à l'initiative de la FEN, mais aussi du SNI (Syndicat national des instituteurs), de l'Unef et de la LDH (Ligue des droits de l'homme). Cet appel, regroupant plus de 16 000 signataires, constitue à la fois une réponse et un soutien aux signataires du Manifeste des 121. Dans le même ordre d'idée, à la fin de l'année 1960,

18. Voir p. 95 le manifeste et les 121 premiers signataires.

l'ACNV (Action civique non-violente) inaugure des manifestations de soutien à des objecteurs refusant la guerre d'Algérie ; ce mouvement ne défend pas la désertion et l'insoumission, voire les condamne, car il estime qu'elles peuvent placer les jeunes dans une situation personnelle difficile¹⁹.

Le succès de l'Appel à l'opinion se conjugue avec la réussite de la manifestation à l'initiative de l'Unef, le 27 octobre 1960. Une centaine de cortèges défilent partout en France en dépit de l'interdiction de ce rassemblement. À l'exception de petits défilés organisés par l'ACNV ou le PSU au printemps 1960, c'est la première mobilisation notable de la gauche depuis la manifestation de « vigilance républicaine » du 28 mai 1958, au moment des événements ayant ramené le général de Gaulle au pouvoir.

À l'automne 1960, la mobilisation de l'opinion se fait donc sous la pression des partisans de la désobéissance. Mais cette pression conduit aussi à déstabiliser les organisations syndicales et politiques, en particulier le PSU, sorti « meurtri » de son Comité politique des 1^{er} et 2 octobre 1960, consacré notamment à la question de l'insoumission²⁰.

19. Voir la lettre « Des jeunes s'offrent pour un service civil » (p. 124), l'« Appel public de l'ACNV » (p. 119) et la lettre de Pierre Boisgontier, « La prison, cette délivrance ! » (p. 127).

20. Marc Heurgon, *Histoire du PSU. 1. La fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, La Découverte, 1994.

La fin de la guerre sera marquée par une réduction des divergences des opposants à la guerre d'Algérie, essentiellement du fait de la menace de l'OAS (Organisation armée secrète). Ainsi, un FUA (Front universitaire antifasciste) composé d'étudiants et de lycéens se crée au moment du putsch des généraux. Le 14 novembre 1961, des intellectuels fondent une Lara (Ligue d'action pour le rassemblement antifasciste). Enfin, le PSU forme également le GAR (Groupe d'action et de résistance) le 15 janvier 1962. Plusieurs manifestations se déroulent à Paris contre l'OAS, jusqu'au drame du métro Charonne, le 8 février 1962, conduisant au décès de neuf personnes. La répression de cette manifestation faisait suite à celle du 17 octobre 1961, à laquelle assistaient des opposants à la guerre, et au cours de laquelle de nombreux Algériens sont morts²¹.

À l'indépendance, certains militants tiers-mondistes partiront en Algérie aider à la construction du nouveau régime et poursuivre la lutte, constituant ce qu'on appellera les « pieds-rouges²² ». L'action des objecteurs opposés à la guerre d'Algérie, notamment ceux de l'ACNV, favorisera l'adoption d'un statut des objecteurs de conscience, voté en décembre 1963. Tous

21. Voir *Le 17 octobre 1961 par les textes de l'époque*, Sortir du colonialisme, Les petits matins, 2011.

22. Catherine Simon, *Algérie, les années pieds-rouges. Des rêves de l'indépendance au désenchantement (1962-1969)*, La Découverte, 2009.

ceux qui ont été emprisonnés ou se trouvaient dans la clandestinité devront attendre juin 1966 pour être amnistiés²³.

Le tiers-mondisme naissant pendant la guerre d'Algérie trouvera des suites dans la lutte contre la guerre du Vietnam, bien organisée en France, au cours des années suivantes. Plus largement, l'opposition à la guerre d'Algérie a travaillé en profondeur les organisations politiques et syndicales, a permis l'émergence d'une jeune génération active et politisée, et a constitué les soubassements culturels de Mai 68.

23. Voir p. 130 l'appel des insoumis et déserteurs anticolonialistes en faveur de l'amnistie.